



## Appel à communications Séminaire 2026

### **Gouvernance locale des crises en Afrique : Pratiques, autorités en construction et régulations situées**

Depuis plusieurs décennies, **la notion de « crise » occupe une place centrale dans les discours** savants, experts, politiques et médiatiques. Elle est appliquée à un nombre toujours croissant de domaines, à propos de situations variées, sans toujours en préciser les mesures et les limites. Le continent africain y est particulièrement sujet du fait de la gravité des situations rencontrées par les gouvernants, les sociétés locales et les opérateurs extérieurs<sup>i</sup>. Leur désignation et leur labellisation obéissent souvent à un ensemble de stéréotypes, simplifications et réifications hâtives, **au point d'oublier la complexité changeante et ambivalente des réalités désignées comme telles**.

En complément de cette tendance largement déjà documentée, cet appel entend déplacer le prisme d'analyse des crises (ou de ce qui est qualifié comme tel). Il vise moins à en apprécier les causes, les manifestations et les reconfigurations qu'à repartir des terrains au concret et privilégier les approches résolument empiriques, situées, au plus près des contextes. **L'objectif est d'analyser : 1/ la manière dont ces réalités sont perçues et vécues<sup>ii</sup>, 2/ les discours et pratiques qu'elles suscitent parmi une variété d'acteurs<sup>iii</sup>.**

En considérant la crise comme une situation ouverte, sans trajectoire prédéfinie, ni fin établie<sup>iv</sup>, cet appel entend travailler, à partir d'une approche constructionniste<sup>v</sup>, à l'analyse de ses formes ordinaires du quotidien, de ses modes routinisés de gouvernance et de positionnements d'acteurs pour lesquels elle constitue une opportunité, avec ses effets d'aubaine (pour accéder à des ressources par exemple), et une scène pour se constituer en autorité légitime. Il s'agit, par-là, de **partir des expériences vécues**, en portant l'attention sur la manière dont les individus racontent leur vie, leurs relations sociales et leurs trajectoires dans des contextes qualifiés de « crise »<sup>vi</sup>.

**Ce positionnement s'inscrit dans le prolongement de travaux qui ont souligné la nécessité d'une conception non normative et non prescriptive de la gouvernance, dépassant une approche strictement stato-centrique pour s'intéresser aux pratiques** d'acteurs non étatiques visant à administrer des biens publics de base, assurer la sécurité, réguler l'accès aux ressources ou produire des formes de justice<sup>vii</sup>. Leur implication et leur engagement se sont progressivement renforcés au fur et à mesure que les crises se multipliaient, s'intensifiaient, perduraient, voire s'incrustaient sur le continent africain. Le bréviaire de l'aide, marqué par des injonctions à l'« autonomisation » et la « responsabilisation », y ont également contribué<sup>viii</sup>. La crise récente de l'aide internationale, accélérée par le démantèlement des institutions américaines dédiées et le désengagement financier des opérations humanitaires, accroît leur rôle en matière de gouvernance des ressources, des flux, des risques et des conflits.

**Ces configurations impliquent, de la part des acteurs nationaux et locaux, une bonne dose de pragmatisme, d'adaptabilité et une forte mobilité institutionnelle<sup>ix</sup>.** Les recherches menées en Somalie ont, par exemple, mis en évidence certaines innovations politiques hybrides (des entités locales, parfois intégrées aux structures formelles de gouvernement<sup>x</sup>), ou encore la mise en place de forces policières occasionnelles, de systèmes de taxation pour réguler une « économie sans État »<sup>xi</sup>. En République démocratique du Congo (RDC), face aux opérations de groupes rebelles émergent des coalitions, structures et réseaux nouveaux impliqués dans l'organisation de l'ordre public<sup>xii</sup>. Dans d'autres contextes marqués par des pratiques de vigilantisme et des groupes d'autodéfense, la sécurité et la



justice sont renégociées selon des idiomes localisés de pouvoir, de savoir et de redevabilité<sup>xiii</sup>. Dans les zones frontalières en proie à la violence ou à la contestation politique se dessinent des ordres politiques pluriels<sup>xiv</sup> ou de nouvelles formes d'autorité et de régulation, y compris fiscales<sup>xv</sup>. Enfin, dans les espaces fortement investis par l'aide internationale, les « stratégies locales de 'débrouille' »<sup>xvi</sup> débouchent sur des formes alternatives, parfois concurrentes, de délivrance de services publics<sup>xvii</sup>.

**La focale sera donc ici mise sur la manière dont ces relations sont gouvernées localement**, qu'il s'agisse de gestion plutôt routinière des rapports établis comme des effets accélérateurs de mobilisation et d'instrumentalisation des ressources ou des populations. Il est également attendu des propositions, qu'elles **explorent les dimensions affectives et politiques des crises**, notamment à travers l'analyse des « répertoires locaux de la colère »<sup>xviii</sup>, des formes de contestation, de ressentiment ou de mise en accusation qui émergent dans des contextes labellisés comme crise. Ces répertoires constituent des modes spécifiques de politisation et de gouvernement des affects, qui participent pleinement de la gouvernance locale de ces réalités.

En ciblant les études empiriques finement situées, cet appel ambitionne de **contribuer à une compréhension renouvelée de la crise** non comme anomalie à corriger, mais **comme analyseur privilégié des formes ordinaires de gouvernance, d'autorité et de régulation sociale** qui se font et parfois se défont en leur sein.

**Une telle approche soulève inévitablement des questionnements méthodologiques et éthiques** : sur la possibilité de collecter des données qualifiantes « au plus près » et de manière rigoureuse, dans des zones en crise ou déclarées comme telles ; sur les nouvelles manières de « faire du terrain » à partir de proxys et de manière distanciée ; sur les formes d'engagement responsable du chercheur allant du « réformisme critique »<sup>xix</sup> à l'auto-critique radicale<sup>xx</sup>. Les terrains comme les auteurs invitent également à un retour introspectif sur la nature des collaborations nouées.

## Modalités de soumission et informations pratiques

Les propositions de communication en français ou en anglais doivent être envoyées **au plus tard le dimanche 20 mars 2026** à l'adresse suivante : [seminaire.gcrises.afrique@gmail.com](mailto:seminaire.gcrises.afrique@gmail.com).

Les propositions doivent inclure les coordonnées précises du ou des auteurs (statut, mail, adresse complète),

Elles doivent comporter : 1/ Un titre, 2/ une mise en contexte, 3/ Une problématique, 4/ Des hypothèses, 5/ un dispositif méthodologique et 6/ les principaux résultats.

Des communications issues de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales sont attendues : histoire, sociologie, science politique, anthropologie, géographie, etc.

Les jeunes chercheurs et chercheuses sont particulièrement les bienvenus.

**Les contributions reçues seront évaluées dans le cadre d'un processus de sélection en vue de leur publication dans un numéro thématique en préparation pour soumission à la *Revue canadienne des études africaines (RCEA) / Canadian Journal of Development Studies*.**

Ce séminaire est porté par le groupe de travail thématique sur la gouvernance locale des crises en Afrique. Il prolonge les réflexions menées par la jeune équipe associée à l'IRD « Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires au Cameroun et au Mali » (JEA-GoMACCA). Inscrit dans le cadre des activités de la Chaire UNESCO « Défis partagés du développement », il vise à consolider le réseau de jeunes chercheurs autour de la question de la gouvernance locale des crises en Afrique, réseau qui se structure depuis la première édition du séminaire en 2025.



## Echéances

Date limite de réception du résumé des propositions de communication de 500-1000 mots, le 20 mars 2026

Date de réponse du comité scientifique : 25 mars 2026

Début de la série des séminaires : Avril 2026

Fin de la série du séminaire : Juin 2026

## Comité scientifique

Claire LEFORT-RIEU (Post-doctorante, anthropologie, Laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle, Université de Liège, Belgique)

Éric Joël FOFIRI NZOSSIE (Enseignant-chercheur, géographie, Département de géographie, Université de Ngaoundéré, Cameroun/ chercheur associé, UMR DEVSOC, France)

Pierre JANIN (Chercheur, géographie, UMR Développement et sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IRD, membre du conseil scientifique de la chaire UNESCO, France)

Anne Le NAELOU (Sociologue, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Développement et Sociétés, France)

## Equipe organisatrice

Ghislain POUNGONG DZOKO (Doctorant, géographie, UMR DEVSOC, Université de Maroua, Cameroun /Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France)

Annélie DELESCLUSE (Post-doctorante, anthropologie, Laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle, Université de Liège, Belgique / chercheuse associée, UMR DEVSOC France)

Hassane SAIDOU (Doctorant, développement régional et territorial, Département Sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, Canada)

Joël MOUDIO MOTTO (Enseignant-chercheur, science politique, Faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Yaoundé II Soa, Cameroun)

---

<sup>i</sup> Nicolas Van de Walle, *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979–1999*, Political Economy of Institutions and Decisions (Cambridge University Press, 2001); Vincent Bonnacase et Julien Brachet, « Les « crises sahéliennes » entre perceptions locales et gestions internationales », *Géographie, Politique africaine* 130, n° 2 (2013): 5-22.

<sup>ii</sup> Pierre Janin *et al.*, « Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir », *Tracés*, n° 41 (2021), en ligne; Flore Dazet, « « Remettre la vie parmi nous ». Expériences de la faim et organisation paysanne dans le Bas Nord-Ouest haïtien », *ibid.*

<sup>iii</sup> Familles, chefs religieux ou coutumiers, municipalités, autorités administratives, mécènes ou grands patrons, groupements et associations locales, etc.

<sup>iv</sup> Gerd Spittler, « Explorations in African Vitality: Local Actions in Conquest, Resistance, Famine and Interethnic Relations », in *Between Resistance and Expansion: Explorations of Local Vitality in Africa*, éd. par Peter Probst et Gerd Spittler (LIT Verlag Münster, 2004).

<sup>v</sup> Genest, Sylvie. (2018) Constructivismes en études ethniques au Québec. *Anthropologie et Sociétés*, 41. DOI: [10.7202/1043042ar](https://doi.org/10.7202/1043042ar); Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fénart, « L'approche constructiviste de l'ethnicité et ses ambiguïtés », *Terrains/Théories* [En ligne], 3 | 2015, mis en ligne le 23 octobre 2015, consulté le 13 février 2026. URL : <http://journals.openedition.org/teth/581> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/teth.581> ; Piaget, Jean (dir.) (1967), Logique et connaissance scientifique, Encyclopédie de la Pléiade, Paris : Gallimard

- 
- <sup>vi</sup> Janet Roitman, *Anti-Crisis* (Duke University Press, 2014).
- <sup>vii</sup> Giorgio Blundo, « La gouvernance, entre technique de gouvernement et outil d'exploration empirique », *Bulletin de l'APAD*, n°s 23-24 (décembre 2002): 23-24; Ken Menkhaus, « Governance without Government in Somalia: Spoilers, State Building, and the Politics of Coping », *International Security* 31, n° 3 (2007): 74-106; Timothy Raeymaekers *et al.*, « State and Non-State Regulation in African Protracted Crises: Governance without Government? », *Afrika Focus* 21, n° 2 (2008): 7-21.
- <sup>viii</sup> Naohiko Omata, « The Role of Developmental 'Buzzwords' in the International Refugee Regime: Self-Reliance, Resilience, and Economic Inclusion », *World Development* 167 (2023).
- <sup>ix</sup> Karel Arnaut *et al.*, « Governance and ethnography in a time of crisis: On the study of emerging orders in Africa between war and peace », *Political Science, Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 5-21; Jean-Pierre Olivier de Sardan, « The Eight Modes of Local Governance in West Africa », *IDS Bulletin* 42, n° 2 (2011): 22-31.
- <sup>x</sup> Ken Menkhaus et Henri-Michel Yéré, « Arrangements sécuritaires locaux dans les régions somaliennes de la Corne de l'Afrique », *Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 22-43.
- <sup>xi</sup> Peter D. Little, *Somalia: Economy Without State* (Currey, 2003).
- <sup>xii</sup> Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo* (Academia Press, 2004); Koen Vlassenroot et Nathalie Delaleeuw, « Négocier et contester l'ordre public dans l'Est de la République démocratique du Congo », *Science Politique, Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 44-68.
- <sup>xiii</sup> Lars Buur, « Reordering Society: Vigilantism and Expressions of Sovereignty in Port Elizabeth's Townships », *Development and Change* 37, n° 4 (2006): 735-57; Charles Gore et David Pratten, « The politics of plunder: The rhetorics of order and disorder in Southern Nigeria », *African Affairs* 102, n° 407 (2003): 211-40.
- <sup>xiv</sup> Christian Kordt Højbjerg et Ibrahim Ndzesop, « Le « Master General » et Madame le Maire: L'émergence d'un ordre de gouvernance dans l'hinterland libérien », *Science Politique, Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 69-89.
- <sup>xv</sup> Janet Roitman, *Fiscal disobedience: an anthropology of economic regulation in Central Africa*, In-formation series (Princeton University Press, 2005).
- <sup>xvi</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Aide humanitaire ou aide au développement ? La "famine" de 2005 au Niger », *Ethnologie française* (Paris cedex 14) 41, n° 3 (2011): 415-29.
- <sup>xvii</sup> Marion Fresia, « Humanitarian Governance: Assisting Mauritanian Refugees In Senegal », in *The Governance of Daily Life in Africa*, éd. par Giorgio Blundo et Pierre-Yves Le Meur (Brill, 2008); Claire Lefort, « Aide internationale, production de services publics et souveraineté étatique: l'exemple des réfugiés centrafricains dans l'Est-Cameroun », *Politique africaine* 158, n° 2 (2020): 205-22.
- <sup>xviii</sup> Vincent Bonnacase, « Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey : quels répertoires locaux de la colère ? », *Politique africaine* 130, n° 2 (2013): 89-111.
- <sup>xix</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La revanche des contextes : des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà* (Karthala, 2021).
- <sup>xx</sup> Arturo Escobar, *Encountering development* (Princeton University Press, 1995).